

L'Europe frise le « black-out »

Internacional | 07-11-2006 | 11:35



Une panne d'électricité sans précédent depuis trente ans a touché une partie de l'Europe de l'Ouest durant une heure et demie dans la nuit de samedi à dimanche. L'Autriche, l'Allemagne, la Belgique, la Croatie, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal ont été tour à tour affectés. Dans l'Hexagone, près de 10 % de la population a été plongée dans le noir pendant près d'une heure avant d'être « progressivement réalimentée entre 22 h 30 et 23 heures », a indiqué le Réseau de transport d'électricité français (RTE), filiale d'EDF. Outre Paris, plusieurs régions ont été touchées par des coupures : Bretagne, Normandie, Bourgogne, Franche-Comté ou encore Rhône-Alpes. Outre-Rhin, ce sont principalement les Länder de l'Ouest et du Sud, représentant environ la moitié des 82 millions d'habitants du pays, qui se sont retrouvés sans courant.

Arrêt d'une ligne

à haute tension

Cet incident, le plus grave enregistré sur le réseau français depuis les années 1970, d'après Maurice Marion, secrétaire général de la Fédération mines énergie de la CGT, serait dû à une surtension sur le réseau allemand qui a frappé, par ricochet, les autres réseaux européens fournissant de l'électricité à l'Allemagne. Selon le réseau de transport d'électricité allemand EON Netz, les coupures en cascade pourraient avoir été provoquées par l'arrêt, pourtant programmé, d'une ligne à très haute tension dans le nord-ouest du pays pour permettre la circulation d'un bateau sur la rivière Ems. La forte demande d'électricité liée à la chute des températures en Allemagne est également évoquée comme cause probable. Un des grands groupes privés de fourniture d'énergie en Allemagne, RWE, a confirmé cette piste. Selon un de ses porte-parole, c'est la brutale chute de température - le thermomètre est descendu à

0 °C, voire moins - qui a entraîné « une surchauffe » du réseau allemand. Toutefois, les gestionnaires des réseaux européens étaient, hier, toujours en train d'analyser la situation.

Quoi qu'il en soit, cette défaillance a provoqué un déséquilibre général de production en Europe. Pour éviter une surchauffe qui aurait entraîné un effondrement complet des réseaux, des systèmes de sécurité automatiques ont en quelques secondes coupé immédiatement une partie de la consommation dans plusieurs pays. En France, RTE a indiqué que 5 200 mégawatts sur les 56 000

consommés à cet instant ont été interrompus, soit entre quatre et cinq tranches nucléaires. Son homologue espagnol REE a fait état d'un total de 2 500 mégawatts interrompus.

Sécurité électrique dégradée

Pourtant, selon Pierre Bornard, membre du directoire de RTE, « il y avait suffisamment de capacité de production en Europe et la France exportait de l'électricité. Mais dans le système européen interconnecté, tout le monde est solidaire, c'est une seule machine », explique le spécialiste pour qui l'on « est passé pas très loin d'un « black-out » européen ».

La sécurité électrique en Europe s'est dégradée depuis plusieurs années à mesure que la consommation augmentait et que les investissements de production d'électricité ne suivaient pas. Régulièrement, pendant les périodes de froid intense ou de grosse chaleur, l'approvisionnement en électricité est menacé dans différents pays européens, forçant les fournisseurs à prendre des mesures exceptionnelles. Cela est également valable pour la France où les réacteurs nucléaires, qui fournissent 87 % de la consommation, ont du mal à répondre à des pics inattendus.

Hier matin, le chef du gouvernement italien, Romano Prodi, a déploré l'absence d'une « autorité commune européenne » en matière d'énergie. « Nous dépendons les uns des autres, mais nous ne pouvons pas nous aider mutuellement sans une autorité commune. Cabsolument contradictoire d'avoir plusieurs connections européennes et de ne pas avoir une autorité unique européenne », a-t-il affirmé. En France, le député Vert Noël Mamère a estimé, sur France Inter, que la panne n'était pas « un incident » mais « la preuve que l'énergie doit rester un bien public et ne peut pas être privatisée, au gré du capitalisme ». Le réseau écologiste français Agir pour l'environnement a de son côté dénoncé « l'imprévoyance criante » des gestionnaires de réseaux électriques. « À force de vouloir bâtir des mastodontes européens de l'électricité, le système se complexifie au risque d'aboutir à des géants aux pieds d'argile », affirme le réseau qui réclame « une politique énergétique reposant sur la valorisation des territoires privilégiant les énergies locales acheminées, autant que faire se peut, au plus proche de leur lieu de production ».

Fuente: Loste

Autor: Loste